



Contre la guerre, réaffirmons notre internationalisme

Si le soulagement est de mise après l'annonce d'un cessez-le-feu de deux semaines en Iran, l'inquiétude reste tant les revirements des dirigeants belligérants peuvent être rapides.

Ainsi, Donald Trump est passé en un jour d'une menace d'anéantissement précisant qu'« une civilisation entière va mourir ce soir », à un cessez-le-feu et une nouvelle phase où « il y aura beaucoup d'initiatives positives ! L'argent va couler à flots. L'Iran peut entamer sa reconstruction ».

Les États-Unis s'appuient sur un soi-disant changement de régime en Iran pour justifier cette nouvelle phase. Or le régime n'a pas changé, il est de même nature que celui qui a écrasé dans le sang les révoltes populaires du début d'année.

L'inquiétude est d'autant plus forte que le gouvernement israélien poursuit ses opérations militaires au Liban.

Dans des conditions similaires à l'invasion du Venezuela début janvier, l'agression lancée le 28 février dernier contre l'Iran a été menée sans aucune justification et sans qu'aucun débat n'ait eu lieu ni dans les instances internationales ni au sein des institutions états-uniennes. L'une des premières attaques sur le pays a donné lieu à la destruction d'une école entraînant la mort de 175 élèves. La guerre s'est ensuite généralisée à la Région entière : attaques israéliennes sur le Liban, missiles iraniens contre l'Azerbaïdjan, les Émirats, Israël...

À Gaza, le cessez-le-feu n'est qu'un nom, tant les destructions sont irrémédiables, notamment celles des infrastructures scolaires et universitaires : un an après le début de la guerre faite en représailles des attaques du Hamas contre des civils israéliens le 7 octobre 2023, 95 % des écoles de la bande de Gaza étaient entièrement ou partiellement détruites ainsi que l'ensemble des 12 universités. Les organismes d'aide humanitaire sont fréquemment empêchés d'entrer dans le territoire. En Cisjordanie, l'ONU estime que 36 000 palestiniens ont été déplacés en un an par les colons israéliens.

L'invasion criminelle de Poutine en Ukraine se poursuit, les offensives sont toujours aussi dévastatrices, en particulier par des attaques sur les infrastructures énergétiques, et cela en plein hiver. Régulièrement, des établissements d'enseignement sont visés.

En Syrie, le gouvernement intérimaire a attaqué l'administration autonome du Rojava en janvier 2026. Les personnels de l'éducation de la région ont reconstruit et maintenu l'éducation publique au milieu de la guerre et de la pauvreté sur une base inclusive, laïque et féministe. Aujourd'hui, il existe un réel danger que tout ce système soit démantelé et remplacé par des structures éducatives autoritaires et imposées religieusement.

Cuba reste sous la menace permanente de Trump et l'imposition du blocus pétrolier en janvier dernier qui aujourd'hui renforce les difficultés de la population victime de coupures d'électricité quotidiennes.

Au Soudan, la guerre se déroule au moins depuis avril 2023. 1,9 millions personnes sont déplacées dans le Soudan du Sud. Les attaques meurtrières qui se poursuivent touchent également les écoles et nombreuses sont celles qui n'existent tout simplement plus. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM), qui dépend de l'ONU, s'inquiète des manques de financement pour l'aide humanitaire et accuse un déficit de 29 millions de dollars pour son plan d'intervention 2026 ; déficit lié aussi aux baisses drastiques des subventions des États-Unis.

En République démocratique du Congo, malgré un accord de cessez-le-feu sous l'égide de Trump en décembre dernier, le conflit se poursuit depuis plus de 30 ans, rendant la situation intenable pour les populations de l'est du pays. Le 11 mars dernier, c'est une humanitaire française de l'Unicef qui a été tuée.

La guerre se propage, alimentée par des pouvoirs de plus en plus dirigés ou influencés par l'extrême droite ; le droit international est attaqué ; la vague autoritaire semble inexorable et s'attaque clairement à l'éducation pour tous et aux services publics.

Que ce soit par la guerre ou par l'autoritarisme, l'éducation, les universités, la recherche sont partout attaquées, notamment et surtout parce qu'elles sont des facteurs d'émancipation. Sans compter que la guerre détruit également sites archéologiques et patrimoniaux.

La FERC, fédération des personnels de l'Éducation et de la formation, de l'enseignement supérieur et de la recherche, du sport et de l'éducation populaire, continuera à appeler à la paix, à la protection des civils, à la protection des écoles, des universités, des sites de recherche, des centres sportifs, dont nous condamnons toute prise comme cibles.

Notre fédération appelle à une cessation immédiate des hostilités, à la désescalade et à un retour à la diplomatie.

Plus que jamais, le 1er mai, avec les syndicats du monde entier, réaffirmons notre lutte pour la paix, le désarmement, l'internationalisme.

Montreuil, le 16 avril 2026